Table ronde - l’ère de la confusion : doute et instrumentalisation de l’opinion publique

Par JFB le dim 07/06/2026 - 15:49



Intervenants : Szabolcs Panyi (journaliste indépendant), Hervé Brusini (journaliste et président du prix albert-Londres), Mathias Girel (philosophe, maître de conférence à ENS-PSL), Urbán Ágnes (co-fondatrice de l’organisation de surveillance des médias)

Modératrice : Serdült Viktoria (journaliste auprès du média hongrois HVG)

Retour sur la campagne de désinformation contre Szabolcs Panyi :

Le 12 avril 2026, le parti d'opposition TISZA, dirigé par Péter Magyar, a remporté une victoire écrasante, mettant fin à 16 ans de pouvoir ininterrompu de Viktor Orbán. Ce séisme politique met au-devant de la scène l’échec des campagnes de désinformation du parti FIDESZ (parti de Viktor Orbán), dont l’une atteint personnellement Szabolcs Panyi. Ce journaliste d'investigation hongrois de renom avait révélé les affaires de corruption du gouvernement Orban, ses atteintes à l'État de droit et ses liens étroits avec la Russie. En réponse, le pouvoir l’avait accusé d'espionnage.

Plaintes pour "espionnage" :

En mars, juste avant les élections législatives, le gouvernement hongrois dépose plainte contre Panyi, l'accusant d'être un espion au profit de l'Ukraine. Cette escalade est largement dénoncée par les ONG comme une campagne de diffamation visant à museler un journaliste indépendant très critique envers le pouvoir. Non loin de s'arrêter là, le journaliste a aussi été l'une des principales cibles du logiciel espion Pegasus, son téléphone ayant été piraté par les services de sécurité hongrois pour surveiller son travail d'investigation.

Retour personnel du journaliste :

Refusant de s'exprimer sur son ressenti personnel, il s'est brièvement exprimé sur la pression médiatique et gouvernementale : "je ne cherchais qu'à rester concentré sur mon travail, (...) je connaissais les mécanismes de désinformation et d'accusation". Le journaliste et président du prix Albert-Londres, Hervé Brusini, a souligné son courage et sa résilience.

Désinformation : origines et évolution contemporaine

Pour Hervé Brusini, les campagnes de désinformation ne sont pas nouvelles. Elles sont présentes depuis que l'information (comme une mise en avant de faits prouvés) est publiée.

"Faire" l'information et " fact checker" : une garantie de la véracité des faits ? (Brusini)

Pour Brusini, la valeur que l'on donne au fait n'est plus la même aujourd'hui : les campagnes de désinformation se multiplient, liées en partie par le développement technologique. Il serait donc nécessaire pour les journalistes de "s'armer" contre celles-ci : par le fact-checking (des services de vérification des sources et de l'information) mais aussi par la remise en valeur du journalisme d'investigation et des reportages de terrain. **"Faire" l'information"** serait donc le travail essentiel du journaliste : il ne suffit pas de reprendre ou de revisionner une information, il faut directement chercher les faits sur le terrain ou par l'enquête.

Le rapport au fait, une technique de confusion (Girel)

Pour le philosophe et maître de conférence à l'ENS-PSL Mathias Girel, les services de fact checking sont nécessaires pour lutter contre la désinformation, mais ne

prennent pas en compte toute la complexité du rapport que l'on a aux faits. Les réseaux sociaux divulguent constamment de l'information, créant à la fois une fatigue mentale, et une **confusion** vis-à-vis des médias et des sources de confiance. Celle-ci bouleverse notre relation aux faits, et peut donc directement porter atteinte à la vie démocratique.

Pour Girel, le journaliste a donc un rôle essentiel de **"réduction d'incertitude"** : il est responsable activement de cet enjeu de stabilisation des critères de fiabilité.

Le journalisme hongrois après Orbán : "une période de grâce ?"

Les deux intervenants hongrois ne convergent pas sur l'état du monde journalistique aujourd'hui.

Un nouveau départ (Urbán Ágnes)

Les conditions de travail des journalistes ont toujours été difficiles, rappelle Agnès Urbán. De la période soviétique aux années Orbàn, beaucoup de médias ont disparu ou se sont transformés en médias de propagande.

Cependant, Urbán ne semble pas fataliste. Évoquant des étudiants journalistes à qui elle donne des cours, elle met au centre la qualité excellente d'un journalisme hongrois où les étudiants sont conscients des enjeux et connaisseurs des acteurs.

Elle termine par une touche d'espoir : les dernières élections marqueraient une **"période de grâce"** pour le journalisme : un sentiment de retour à une véritable justice, une baisse de financement pour les médias de propagande…

Le monde du journalisme en crise (Panyi) :

Panyi n'est pas aussi optimiste quant à l'avenir du monde journalistique.

Il est tout d'abord impossible de retourner avant les années 2010, pour le journaliste. Les structures de financement et de rédaction ont été trop fortement transformées pour espérer retourner à un "avant".

Et même dans le cas où le contexte politique serait favorable, le métier de journaliste est tout de même en crise au niveau technologique et international. À l'ère où l'IA Google fait des résumés sur les recherches, qui entraînent moins sur les sites les utilisateurs, et donc moins sur les publicités qui financent les journalistes,

comment vivre de ce métier ? Et ceci n’est qu’un exemple parmi d’autres.

Comparaison entre France et Hongrie et le rapport aux médias de service public

Remise au centre des médias publics nécessaire en France (Brusini, Girel) :

Centraux dans l'élaboration d’enquêtes rigoureuses, les médias du service public français sont aujourd’hui très critiqués (de “wokisme”, ou de “gavage de financements”). Pour Brusini, cette crise de légitimité des médias publics est intrinsèquement liée à une crise d’impartialité, le journaliste insiste donc sur la nécessité que ceux-ci soient remis au centre des préoccupations des politiques publiques.

Girel pose même la question sur l’essence du service public en lui-même : n’est-ce pas le rôle des services publics d'empêcher les ingérences qui détruisent les signaux démocratiques par la confusion ? Faut-il par exemple que les réseaux sociaux soient publics ?

Médias publics hongrois : une histoire de censure

Pour les intervenants hongrois, il est impossible de retrouver une institution qui n’a jamais laissé l'indépendance aux médias. En Hongrie, il n’y a pas de tradition politique et culturelle qui donne une place centrale aux médias du service public comme garants de la pérennité d’un journalisme indépendant. Urbán évoque une période où il a été possible de s’y accrocher (multiplication de médias dans les années 2000-2010), mais dans le cas actuel, celle-ci reste pessimiste vis-à-vis des médias publics dans son pays.

Conclusion : de la désinformation aux élections hongroises de 2026 :

Toute la complexité de la désinformation se trouve donc dans une imbrication essentielle à l’ensemble des dimensions politiques, culturelles, historiques ou encore sociales. Le parti Fidesz a tout mis en œuvre pour réaliser sa campagne de désinformation pendant les élections de 2026, sans succès. Cet échec est expliqué par Urbán : la campagne de désinformation ne s’est pas adaptée au contexte politique, au mécontentement social, et a utilisé des outils qui méprisent les électeurs.

Charlotte Roget

- Catégorie
  Politique, international